



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Plan de relance :**

### **Les enjeux climatiques et sociaux méritent mieux !**

La CGT s'inscrit dans une dynamique de discussions et de négociations d'un plan de relance permettant la mise en œuvre de mesures à la hauteur des enjeux de la période, afin que la crise sanitaire ne soit pas suivie d'une crise sociale et environnementale majeure.

Or, la rencontre organisée hier sous l'égide du ministère de la Transition Écologique, en présence du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance et de la ministre Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, s'est avérée relever plus d'une opération de communication que d'une réunion de travail permettant la définition et la mise en œuvre de mesures concrètes et efficaces.

Soit le gouvernement avance à l'aveugle, sans plan de travail, soit il tente de cacher ses insuffisances via un plan de communication... l'urgence climatique et sociale appelle pourtant à d'autres priorités et considérations !

Cette rencontre, qui réunissait indistinctement des membres de la convention citoyenne sur le climat, les organisations syndicales de salariés et les organisations patronales, n'a été qu'un jeu d'échange pour favoriser, selon les termes de la ministre de la transition écologique « une meilleure compréhension entre les acteurs sur les 146 propositions de la convention »...

La CGT partage nombre des propositions de la convention, nous constatons néanmoins sans surprise la fin de non-recevoir du Président de la République concernant la mise en place d'une taxe sur les dividendes des entreprises, ou l'abaissement du temps de travail.

Nouveau gouvernement, nouvelle méthode, néanmoins rien ne change véritablement. Les engagements financiers annoncés ne donneront lieu à aucun contrôle de l'État sur l'utilisation des aides aux entreprises.

A l'exception notable (mais pas surprenante) du MEDEF, un consensus large a mis en avant la question de la « justice sociale ». Ce thème a été omniprésent tout au long des discussions. Il s'agit maintenant de passer des « belles paroles » à des actes concrets, là encore la CGT sera extrêmement vigilante à ce qui sera mis en place.

La CGT porte des propositions : mise en place de filières industrielles, renforcement de la maîtrise publique des moyens de production, planification, création d'un pôle public financier, investissement dans les infrastructures et le matériel ferroviaire, transition énergétique, refonte de la fiscalité aux entreprises, etc...

Pour nous, les enjeux environnementaux sont liés aux questions sociales économiques. Il y a urgence à mener de front ces enjeux sociétaux et en cela la rencontre d'hier a été décevante.

Montreuil, le 30 juillet 2020